

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de SEINE ET MARNE
Arrondissement de FONTAINEBLEAU
Canton de NEMOURS
COMMUNE DE GREZ SUR LOING



DECISION DU MAIRE

N° 2025-25

Objet : Bail à usage professionnel entre Mme TESSOT EL GHOUZZI et le Commune de Grez-sur-Loing, afin de mettre à disposition un local pour son activité professionnelle dans la maison médicale de la Commune de Grez-sur-Loing

LE MAIRE,

Vu l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment, l'alinéa 5,

Vu la délibération du Conseil municipal n°19-2025 en date du 31 mars 2025, donnant notamment délégation à M. le Maire, pour la durée de son mandat, en application de l'article précité,

Considérant que la Commune est propriétaire de la maison médicale au 11 rue Victor Hugo à Grez-sur-Loing,

Considérant que Mme TESSOT EL GHOUZZI souhaite louer un cabinet au sein la maison médicale de la Commune pour y exercer sa profession d'orthophoniste,

DECIDE

Article 1er : d'approuver le bail professionnel avec Mme TESSOT EL GHOUZZI Marion pour une durée de neuf ans ferme à compter de la mise à disposition d'un local au sein de la maison médicale, sise au 11 rue Victor Hugo à Grez-sur-Loing, pour y exercer la profession d'orthophoniste, pour un montant mensuel de loyer toutes charges comprises de 387 €, tel que défini à l'article 9 du présent bail.

Article 2 : D'autoriser la mise à disposition du local, selon les conditions et les modalités prévues dans ledit bail.

Article 3 : De signer tous les documents se rapportant à ce dossier.

Fait à Grez-sur-Loing, le 18 décembre 2025,

Le Maire,

Jacques BEDOSSA

Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture le
Et publication ou notification le

Le Maire,

Jacques BEDOSSA

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de MELUN, sis 43 rue du Général de Gaulle, Case postale n°8630, 77008 MELUN Cedex, ou d'un recours gracieux auprès du Maire de Grez-sur-Loing, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidants outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Le Tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique www.telerecours.fr sur Internet.